

Washington, un gouvernement tortionnaire (La Jornada)

6 avril 2014

Quand la presse états-unienne confirme ce que LGS écrit depuis des années



La Jornada (editorial)

Dans le cadre du conflit qui oppose la Central du Renseignement des Etats-Unis (CIA) et le Congrès de ce pays – qui a éclaté suite aux investigations d'une commission législative qui enquête sur les méthodes employées par l'espionnage civil du gouvernement étatsunien – le *Washington Post* a révélé hier quelques-uns des aspects du programme de torture développé par cette agence durant la dernière décennie pour interroger des suspects de terrorisme, ainsi que les mensonges dits par la CIA dans le but d'exagérer à la fois les résultats de ces méthodes ainsi que la dangerosité de ses victimes.

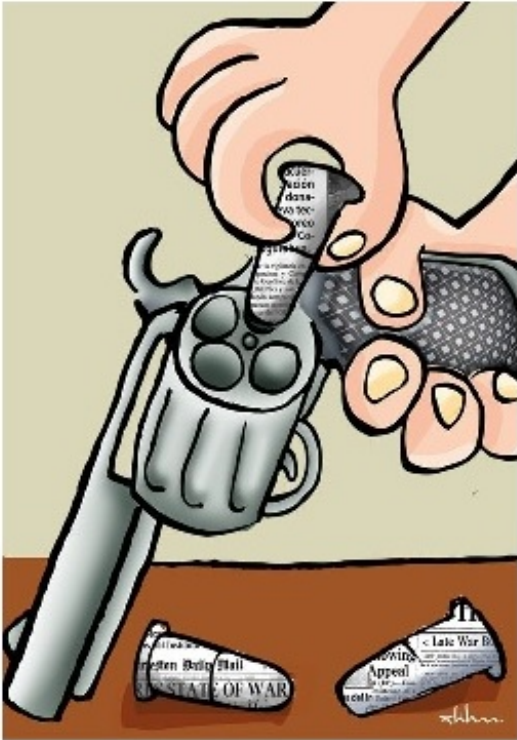
L'agence d'espionnage a aussi été accusée par Dianne Feinstein, présidente du comité, de s'introduire dans les ordinateurs dudit comité dans le but d'effacer et de falsifier des informations capitales.

Que Washington promeuve et ait recours à la torture ne peut surprendre personne au sein des sociétés dont les pays ont été victimes de la politique colonialiste des Etats-Unis[1]. Par exemple, il est de notoriété publique que la CIA a eu recours de façon régulière à la torture et l'a encouragée au sein des régimes totalitaires alliés de son pays. Washington a reconnu depuis 1997 que cette agence a participé à l'entraînement et au financement des tortionnaires employés par la dictature militaire instaurée au Chili le 11 septembre 1973. Il y a maintenant plus de trente ans que le Pentagone a déclassifié sept manuels de contre-insurrection, élaborés quelques décennies avant et qui contenaient des instructions précises pour torturer les détenus ; quatre documents similaires de la CIA ont aussi été rendus publics à la même époque.

Plus tard, en 2004, l'opinion publique mondiale a pu découvrir certaines pratiques de torture et d'assassinat que des militaires et des civils étatsuniens utilisaient dans la prison irakienne d'Abu Ghraib et dans d'autres centre de réclusion – comme les prisons afghanes de Bagram – utilisés par les forces armées de Washington lors des agressions contre l'Afghanistan et l'Irak. Postérieurement, le programme de vols secrets organisés par le gouvernement de George W. Bush pour déplacer des prisonniers suspectés d'être des terroristes entre divers centres de détention clandestins a été révélé ; par ailleurs, la torture et des assassinats y avaient aussi lieu.

Les connaissances sur ces sujets ont pu être amplement approfondies grâce aux révélations de Chelsea Manning – diffusées par Wikileaks – ainsi que sur certains crimes de lèse-humanité commis par les forces militaires étatsuniennes dans ces deux nations, dans le cadre d'une guerre contre le terrorisme qui a été, en réalité, une entreprise de pillage, corruption et promotion des intérêts géostratégiques et économiques du premier cercle de la Maison Blanche.

Quoi qu'il en soit, les informations du *Washington Post* constituent un élément aggravant qui entache encore plus l'image du gouvernement étatsunien, déjà ternie à cause du scandale provoqué par la collecte illégale d'informations réalisée par l'Agence de Sécurité Nationale (NSA) et ses activités d'espionnage contre des gouvernements, des entreprises, des fonctionnaires et des citoyens anonymes de plus d'une centaine de pays. Alors que les conséquences des révélations réalisées par l'ex-analyste Edward Snowden ne sont toujours pas établies, la confrontation entre la CIA et le Capitole nous oblige à nous rappeler que ces deux institutions ont transgressé de façon systématique, délibérée et programmée les lois internationales, étatsuniennes ainsi que celles d'autres pays, et violé de la même façon les droits de l'homme d'un nombre incomptable de personnes.



Si l'on ajoute à cela les opérations secrètes – aussi illégales – menées ces dernières années sur le territoire mexicain par d'autres départements de Washington comme l'Agence antidrogue (DEA) et l'Agence de contrôle de l'alcool, du tabac et des armes à feu (ATF), nous sommes obligés de conclure que le gouvernement des Etats-Unis n'a aucune autorité morale pour invoquer la légalité ou pour justifier ses actions au nom des droits de l'homme : il s'agit tout simplement d'un régime illégal, militariste et brutal qui n'a pas hésité à pratiquer le terrorisme quand cela convenait à la défense de ses intérêts, ni à briser des démocraties établies dans le but de satisfaire l'appétit de profits de ses corporations. Si la grande majorité de l'opinion publique étatsunienne n'a pas pu se rendre compte de cette douloureuse réalité, cela est dû, en grande partie, à la puissance d'un appareil médiatique qui trompe son public et déforme les faits et qui ne s'est pas simplement contenté de masquer la face la moins présentable du pouvoir public étatsunien, mais qui s'est aussi chargé de le faire paraître comme engagé en faveur de la démocratie, des droits de l'homme, et plus récemment, jusqu'à promoteur de la paix.

La Jornada (editorial) 2/4/2014

Traduit de l'espagnol par **Luis Alberto Reygada** pour Le Grand Soir.

[1] *La Jornada* est un quotidien mexicain, NDT.

»» <http://www.jornada.unam.mx/2014/04/02/edito>